



Intervention Union Locale CGT Arles le 13 décembre 2018

Arnaque au plus haut niveau : des mauvaises réponses à la colère sociale. Le cap libéral et l'austérité sont maintenus.

Multiplication de tours de passe-passe, de vieilles recettes d'un vieux monde qui poursuit une politique d'austérité subie depuis 40 ans. Le président de la république est définitivement résumable en une formule : il est et il reste le président des riches. Les riches demeurent ses protégés.

Le président de la République tourne le dos aux revendications légitimes des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des jeunes et des retraités. Il tourne le dos à toutes les colères exprimées dans tout le pays depuis plus d'un mois. Ni le gouvernement ni le patronat n'ont éteint la contestation.

Depuis plusieurs semaines les gilets jaunes font entendre leur colère à travers des actions dans nombre de territoires.

La responsabilité incombe au gouvernement qui n'a de cesse de développer des mesures antisociales, à créer de l'injustice fiscale et sociale, toujours soutenu par le MEDEF.

Révélatrices du mépris du gouvernement et du président des riches, des miettes sont concédées pour tenter de sortir du conflit : le gel des tarifs de l'électricité, du gaz, arrêt de l'augmentation de la TICPE sur les produits énergétiques (initialement prévue pour augmenter jusqu'en 2030 à travers sa composante taxe carbone), et l'allègement du contrôle technique.

Mais rien ne sort sur la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, ou pour un coup de pouce au SMIC, rien sur la revalorisation des prestations sociales, pour l'avenir des jeunes et le droit de toutes et tous aux études, rien pour financer le développement de services publics de qualité et de proximité à travers une fiscalité économiquement et socialement juste... Pire, ils se vengent sur la

jeunesse qui se mobilise, la police tire sur les lycéens à coups de flashball ou les humilient tels des prisonniers de guerre !!!

Ces choix politiques visent à transformer en profondeur notre modèle social pour répondre uniquement aux exigences du capitalisme, creusant toujours plus les inégalités. C'est une généralisation de la précarité au travail comme dans notre vie quotidienne.

Pourtant rien ne justifie ces régressions sociales. La France est, en 2017, le 5^{ème} pays producteur de richesses!

Cette année encore, les dirigeants du CAC 40 ont vu leur salaire augmenté de 14%, et les actionnaires se sont partagés 47 milliards d'euros de dividendes au 1^{er} trimestre.

Ils se gavent avec les richesses produites par notre travail.

Pour les salariés, retraités et privés d'emploi, pour la 13^{ème} année consécutive, il n'y aura pas de réponses aux exigences de réelle revalorisation des salaires, du SMIC, et des pensions, du point d'indice des fonctionnaires qui reste gelé et des minima sociaux.

Patronat et gouvernement restent sourds à l'exigence largement partagée d'une réponse aux besoins sociaux !

Il faut le redire encore et encore :

Ce ne sont pas les salaires qui coûtent, ce sont les actionnaires.

Sur 100€ de bénéfices,

67,40 € vont dans la poche des actionnaires,

27,30 € sont réinvestis dans l'entreprise,

Et 5 euros et 30 centimes d'euros dans les salaires.

Oui il faut le redire encore et encore de l'argent il y en a !

Pour les salaires, pour les pensions, pour les minima sociaux, pour les services publics, pour la sécurité sociale, pour la santé, pour les transports collectifs, pour les jeunes et l'éducation nationale !!!!!

La CGT des Bouches du Rhône revendique :

- **A partir d'un SMIC à 1800 €, augmentation des salaires, traitements, pensions et minima sociaux.**
- **L'indexation des salaires sur l'indice (réel) des prix.**
- **Une sécurité sociale qui rembourse à 100 % et financé par les cotisations et la mise à contribution des revenus du capital et suppression de la CSG.**

- **Stop à l'évasion fiscale, arrêt des cadeaux fiscaux tels que le CICE (100 millions) aux entreprises, rétablissement de l'ISF (Impôt sur la fortune).**
- **Une fiscalité plus juste, mettant à contribution les hauts revenus pour développer les services publics, garants de la cohésion sociale et l'égalité de traitement sur l'ensemble du pays.**
- **Sortir du secteur marchand l'énergie, l'eau, le raffinage, la santé, l'éducation, le logement, le transport, les télécommunications et activités postales.**
- **Limitation au minimum de la TVA.**
- **Baisse immédiate des prix des carburants et un prix unique fixé par l'état dans tout le pays.**

Oui, les moyens existent pour répondre à l'urgence sociale.
La CGT est au service du mouvement social !

Et c'est dans ce contexte que dès demain le 14 décembre la CGT appelle à une grande journée d'action, sur l'ensemble du territoire, par des grèves dans les entreprises et des manifestations à l'occasion de la réunion de la Commission Nationale de la Négociation Collective sur le Smic et les minimas de branches.

Dans le département la CGT rejoint par la FSU et Solidaires appellent les salariés, les étudiants et les lycéens, à se mobiliser par tous les moyens possibles, y compris par la grève.

A Arles, nous vous donnons dès à présent rendez-vous à 10H30 Place de la République.

Après le 14, la mobilisation continue et doit s'amplifier :

L'Union Départementale appelle ce samedi 15 décembre à 14H au Vieux Port à Marseille à une manifestation à laquelle sont invités l'ensemble des forces de progrès du département.

Nous y sommes attendus !!!!!

Après le 15, la mobilisation continue le mardi 18 décembre avec un rendez-vous à Arles, les Retraités CGT d'Arles appellent à un rassemblement devant la permanence de la Député, rue de la République, nous y serons !!!! D'autant plus qu'une nouvelle journée de mobilisation est prévue nationalement.

Continuons à porter haut et fort nos exigences revendicatives,

Que nous soyons salariés, retraités, privés d'emploi, précaires,l'addition de nos colères doit s'amplifier ! contre le « vieux monde » à abattre.

Nous ne demandons pas la charité ! Nous exigeons la justice sociale et fiscale !